

Que nous répondent les partis ?

Notre proposition

Annuler et faire annuler la dette publique et privée des pays du Sud partout où :

- Son remboursement empêche la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Un tel critère implique une annulation totale pour les pays pauvres et une annulation partielle pour une cinquantaine d'autres pays, pour un montant total d'environ 400 milliards d'euros.
- Elle est « odieuse », contractée avec des régimes dictatoriaux sans que la population n'en bénéficie. L'Assemblée nationale doit créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'un audit de ces dettes, afin d'identifier les mécanismes défaillants et les bénéficiaires.

PCF

Le programme du PCF affirme que « *La France et l'UE doivent s'engager pleinement en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres.* »

Marie-George Buffet place son « *engagement en faveur de l'annulation de la dette des pays du Sud* » parmi les propositions de son programme orientées vers un autre monde.

Commentaire : En parlant de « pays du Sud » et non de « pays pauvres », Marie-George Buffet laisse la porte ouverte à une annulation plus large que les allègements actuels. La dette odieuse et la transparence en la matière ne sont visiblement pas des priorités du PCF pour 2007. C'est regrettable, car le groupe communiste de l'Assemblée nationale avait déposé une proposition de commission d'enquête sur la dette en 2005, bloquée par la majorité parlementaire. De même, les communistes Fabienne Pourre (animatrice de la Commission Mondialisation) et Francis Wurtz (président du groupe de la gauche unitaire européenne au parlement européen) appelaient en novembre 2005 à « *la création d'une mission parlementaire qui établisse un audit complet des créances françaises, réel et transparent* » (dans le texte « La Mondialisation capitaliste »).

Les Verts

Dominique Voynet fait figurer dans les 50 propositions de son pacte écologique : « *annulation de la dette des pays les moins avancés* ».

Le programme des Verts (Le Monde change – changeons le monde) est plus précis : il se prononce « *Pour l'annulation inconditionnelle, immédiate de la totalité du montant de la dette externe des PMA et partout où elle est insupportable.* » (en gras dans le texte, p. 76) et estime que « *La gravité de la situation (...) exige des gestes clairs (...)* » :

- *Audit de la dette des pays du Sud vis-à-vis de l'Etat et des bailleurs publics français.*

- *Gel des avoirs d'origine illicite des gouvernants du Sud et promotion d'un traité international de la dette odieuse.* » (p. 76)

Commentaire : Dans leur programme pour les élections législatives, les Verts reprennent pratiquement mot pour mot les revendications de la plate-forme Dette & Développement (animée par le CCFD). En revanche, si Dominique Voynet a le mérite de faire figurer le sujet parmi ses 50 priorités, son engagement a une portée plus limitée puisqu'il ne porte que sur la dette des PMA, déjà largement effacée.

PS

Le programme du PS affirme « *Nous présenterons une proposition d'annulation totale de la dette des pays les plus pauvres.* » (p. 30).

Ségolène Royal n'en parle pas dans son discours de Villepinte ni dans ses 100 propositions. Dans sa réponse du 7 février 2007 à la lettre ouverte de Jean-Marie Fardeau (secrétaire général du CCFD) parue dans Témoignage Chrétien, elle affirme « *les budgets des Etats restent lourdement affectés par le remboursement de la dette accumulée dans les années 1980, malgré les premières vagues d'annulations. Il conviendra d'achever ce processus de désendettement.* »

Commentaire : Le PS et sa candidate ne parlent pas de nouvelles annulations au-delà de celles déjà décidées pour les « pays les plus pauvres ». Coût d'une telle l'annonce : probablement zéro. Rien n'est dit non plus par la candidate sur les dettes odieuses et le besoin d'un bilan de la politique française de prêts. Cette idée d'audit fait peut-être peur aux caciques du PS qui ne voudraient pas revenir sur la politique des années 80.

Reste que suite à un dialogue régulier avec la plate-forme Dette & Développement, le secrétariat national du PS à la mondialisation va plus loin, dans un document du 21 juillet 2006 intitulé « Changer la mondialisation : pour un politique socialiste ». Il plaide pour une annulation élargie aux pays à revenus intermédiaires : « *l'annulation de la dette partielle ou totale selon la situation des pays en développement. (...) Il faudra donc aller vers une annulation totale de la dette des pays pauvres, afin que son remboursement n'entrave pas leurs efforts de lutte contre la pauvreté. (...) L'effort financier que représentent les annulations de dette doit venir en complément de l'effort d'aide publique au développement ; il pourrait être fixé entre 0,25 et 0,30 % du revenu national brut des pays de l'OCDE.* » Il envisage aussi l'annulation des dettes odieuses, estimant qu'en matière d'annulation de dette, « *la continuité de l'Etat n'est pas opposable en matière financière quand un Etat totalitaire accède à la démocratie, ce qui aurait un effet dissuasif pour les prêteurs aux Etats qui bafouent les droits de la personne humaine* ». « *Des mesures internationales doivent viser à (...) geler les avoirs des dirigeants qui détournent des richesses nationales* ». L'incertitude réside dans le statut de ce document : validé par la direction du PS, il ne fait toutefois pas officiellement partie du programme.

UDF

L'UDF n'a qu'un avant-projet connu à ce jour, qui affirme : « *l'Afrique sub-saharienne, une partie de l'Europe orientale et de l'Asie centrale elles doivent bénéficier d'un régime dérogatoire : (...) effacement des dettes (...)* ».

Quant à François Bayrou, il a affirmé le 22 juin 2006, en clôture du colloque de l'UDF sur les relations internationales : « *Il est anormal de faire rembourser aux peuples des sommes qui ont été détournées par les tyrans qui les opprimaient. Cette dette doit être annulée, cela servira de leçon à ceux qui prêtent de bon cœur à des dirigeants, en sachant à l'avance l'usage détourné qui en sera fait.* »

Commentaire : Difficile de commenter en l'absence d'écrits qui engagent officiellement l'UDF. Les propos de François Bayrou sont toutefois encourageants quant à la reconnaissance et l'annulation des dettes odieuses.

UMP

Le programme de l'UMP propose de « *supprimer la dette des pays pauvres qui font des efforts pour préserver leur biodiversité malgré les contraintes et les coûts présents que cela représente* » (p. 53).

Commentaire : Pour l'UMP, la dette des pays du Sud n'est visiblement pas un souci. Nicolas Sarkozy ne s'est jamais exprimé sur le sujet. Leur proposition tend même à revenir sur les engagements de la France en conditionnant encore un peu plus le bénéfice des allègements de dette. A noter toutefois une proposition qui faciliterait l'audit parlementaire de la dette : « *Permettre à 60 députés ou 60 sénateurs de constituer une commission d'enquête parlementaire, chaque parlementaire pouvant formuler cette demande une fois par législature.* »